

Les diktats du genre et l'absurdité « Woke »

**CANCEL
CULTURE**



Pour une société ouverte, libre et contre l'exclusion

L'idéologie du politiquement correct est hors de contrôle : les diktats du genre, la folie « woke » et la « cancel culture » sont des excroissances d'une culture extrémiste de l'interdiction qui vise l'exclusion et la censure. Ces dangereuses tendances s'attaquent au cœur même de notre société. Il faut en finir avec les muselières, les interdictions de penser et les faux problèmes coûteux. Chacun doit avoir le droit de s'exprimer librement, sans répression.



Denise Neuweiler
Présidente de commune

“ L'exigence d'un langage extrêmement genré et « woke » a pour objectif de déstabiliser notre société libérale et démocratique. Les conséquences sont dévastatrices. Il faut que les personnes raisonnables prennent le contre-pied de cela avec vigueur. ”

« Est-ce que j'ai encore le droit de dire ça ? »

Les sociétés occidentales éclairées scient la branche sur laquelle elles sont assises : la liberté de penser, de s'exprimer et d'écrire est de plus en plus restreinte. Les juges autoproclamés du politiquement correct s'attaquent à tout ce qui ne correspond pas à leur propre idéologie. De nombreux citoyens n'osent plus dire ce qu'ils pensent, par peur des polémiques (« shitstorms »), de la pression sociale et des préjugés. Cette évolution est dangereuse, car elle s'attaque à la substance même de notre société ouverte et de notre État de droit libéral. La diversité des opinions et la confrontation démocratique des arguments ne doivent pas être entravées par des muselières et des interdictions de penser.

En finir avec les diktats du genre

L'égalité des droits entre les hommes et les femmes est une évidence et fait partie intégrante de notre ordre juridique. Aujourd'hui, toutes les possibilités sont ouvertes aux filles et aux femmes, les discriminations fondées sur le sexe ne sont plus à l'ordre du jour. Pourtant, les autorités font la promotion de « l'égalité » et du « gender mainstreaming ». Au niveau de la Confédération, des cantons, des villes et des universités, il existe d'innombrables bureaux de l'égalité, des délégués à l'égalité et des guides sur le genre qui veulent « placer » les femmes là où elles sont pourtant arrivées par elles-mêmes depuis longtemps (pour celles qui le souhaitent). Il ne s'agit pas seulement d'idéologie, mais d'intérêts concrets d'argent et de pouvoir. On le voit de manière explicite dans les universités : La tendance au genre y con-



trôle les flux financiers et oriente les carrières. Celui qui ne suit pas sagement le discours peut voir ses ambitions académiques enterrées ou être remis sur les rails par des moyens peu subtils. Ainsi, dans certains endroits, des règles strictes s'appliquent à l'écriture « conforme au genre » (inclusive). Celui qui ne suit pas est puni par des réductions de notes. Les policiers autoproclamés de la langue ne se soucient d'ailleurs guère de violer les règles de l'orthographe et d'abîmer notre langue.

Les dérives de la « culture trans »

Alors que l'idéologie classique du genre résumait tout à l'homme et à la femme, l'accent est également mis depuis longtemps sur l'infime minorité de personnes souffrant de transidentité. Derrière cela se cache l'affirmation selon laquelle le sexe n'est pas une condition biologique, mais une « construction sociale ». Dans la pratique, cela conduit à des mesures de plus en plus disproportionnées et coûteuses. Pour les « non-binaires », on construit des toilettes spéciales dans les écoles et les lieux publics. Les enfants sont exposés à cette folie idéologique contre la volonté de leurs

parents. Les écoles, les médias et d'autres institutions abusent des jeunes dans leur quête d'identité, déjà déstabilisante par ailleurs, pour les influencer idéologiquement.

En Suisse, depuis le 1er janvier 2022, il est possible de faire modifier le sexe et le prénom dans le registre d'état civil en quelques minutes. La majorité de centre-gauche du Parlement a même ouvert cette possibilité lourde de conséquences aux les jeunes de 16 ans. On ne peut pas prendre de leçons de conduite à cet âge, mais on peut changer de sexe. C'est un non-sens, et



pourtant il n'y a même pas l'obligation de « faire vérifier l'intime conviction des personnes concernées », comme le précise une directive de l'Office fédéral de la justice. Le coût du changement de sexe attesté officiellement n'est que de 75 francs. Cela ouvre également la porte aux abus : Si Monsieur Müller se fait enregistrer comme Madame Müller, il peut échapper aux obligations militaires ou obtenir d'autres avantages, aux frais de la collectivité.

La « cancel culture », ou l'épuration culturelle

Toutes ces évolutions néfastes culminent dans ce que l'on appelle la « cancel culture », c'est-à-dire la suppression, le blocage et le gommage des propos qui dérangent. Ce nouveau terme (équivalent allemand : « Deplatforming ») ne cache pas suffisamment ce dont il s'agit : l'exclusion sociale de celles et ceux qui ne pensent pas comme eux. Sur les médias sociaux, c'est le quotidien. Désormais, il fait même partie de la politique officielle. Des villes de gauche comme Zurich se lancent dans une iconoclastie, rasant des monuments et peignent des inscriptions qui contredisent les valeurs en vogue chez les bobos citadins. Les musiciens blancs sont chassés de la scène parce qu'ils portent des dreadlocks. Des livres comme « Winnetou » sont mis à l'index, la radio et la télévision suisses ne diffusent plus les films correspondants. L'accusation absurde « d'appropriation culturelle » est en réalité une dangereuse intolérance de gauche qui conduit à des purges impitoyables et à la destruction de la culture et de l'identité qui se sont développées ici.



Points de vue

L'UDC ...

- défend le droit à la liberté d'expression et lutte contre toute forme de mise sous tutelle et d'exclusion de ceux qui pensent autrement. L'État de droit définit les limites de ce qui peut être dit. A l'inverse, il doit pouvoir garantir à tout moment le droit à la liberté d'expression ;
- s'engage pour la diversité plutôt que pour l'uniformité ainsi que pour la confrontation démocratique des idées et des arguments ;
- exige la suppression des bureaux de l'égalité et des services similaires au sein de la Confédération, des cantons, des communes et des universités ;
- exige la suppression des financements par l'argent des contribuables des institutions financées par l'État dans les domaines de l'éducation, de la culture et du social qui soutiennent et diffusent ces idéologies ;
- lutte résolument contre le dénigrement de la langue par l'écriture « inclusive » et d'autres absurdités politiquement correctes. Les institutions publiques telles que les administrations et les écoles ne doivent pas édicter de règles en la matière et doivent s'en tenir à l'orthographe en vigueur ;
- s'engage pour la protection de nos enfants et de nos jeunes face aux Diktats du genre et aux tentatives d'influence de la communauté trans. Le devoir d'éducation et d'assistance des parents ne doit pas être bafoué ;

- lutte contre l'utilisation de l'argent durement gagné des contribuables au profit de toilettes genrées, du changement de nom des rues etc. en raison de cette idéologie extrême ;
- place les problèmes réels de la Suisse et de la population au centre de sa politique. Gérer de faux problèmes comme les « questions de genre » relève de l'absurde face aux nombreux défis actuels.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que citoyen, la liberté de penser et de dire ce que je veux ;
- ✓ pour tous, la protection contre l'exclusion et la discrimination ;
- ✓ en tant qu'amoureux des langues, le maintien d'un français intact et correct ;
- ✓ en tant que contribuable, moins de gaspillage de l'argent public par des programmes absurdes et inutiles sur le genre ;
- ✓ en tant que citoyen, la résolution des vrais problèmes qui me préoccupent (préserver la sécurité et la prospérité, renforcer le pouvoir d'achat, garantir la sécurité de l'approvisionnement, maintenir les œuvres sociales).